



CLUB AFRIQUE
RÉSEAU AEGE

L'AWALÉ



contact : awale@aege.fr

www.aege.fr/afrique



Décembre 2024

L'ÉDITO

Chers lecteurs,

Nous sommes ravis de vous présenter la première édition de la newsletter du Club Afrique pour cette nouvelle année universitaire. Avec une équipe renouvelée nous explorons des sujets d'actualité essentiels. Ce premier numéro met en lumière des questions cruciales telles que la transition énergétique, le développement industriel, ou encore les relations internationales sur le continent. Bonne lecture et bienvenue dans cette aventure !

L'équipe du Club Afrique.

AU SOMMAIRE

| | |
|---|-----|
| Tensions au Mozambique après la victoire contestée du FRELIMO | P.2 |
| Les enjeux de la souveraineté numérique en Afrique face aux géants américains des datacenters..... | P.3 |
| L'Ethiopie interdit la vente de véhicules thermiques..... | P.4 |
| Un projet ferroviaire au service du désenclavement : La Tanzanie nouveau Hub de l'Afrique de l'EST..... | P.5 |
| La famille Sefrioui au coeur des ambitions pharmaceutiques marocaines..... | P.6 |
| Embuscade à Tinzawatène : une opération ukrainienne au cœur des tensions diplomatiques au Sahel déplace en Afrique..... | P.7 |
| L'Égypte dans la Corne de l'Afrique : Une stratégie d'encerclement face à l'Éthiopie..... | P.8 |
| Le Pari gagnant de la stratégie Marocaine | P.9 |

TENSIONS AU MOZAMBIQUE APRÈS LA VICTOIRE CONTESTÉE DU FRELIMO

#MOZAMBIQUE #GUERRE DE_L_INFO #INFLUENCE

À SAVOIR

Les élections présidentielles mozambicaines se sont déroulées le 9 octobre 2024, au terme de quelques semaines politiquement tendues. Ces élections opposaient Daniel Chapo, représentant du FRELIMO (parti de libération, au pouvoir depuis la fin de la guerre civile), Venâncio Mondlane, candidat indépendant et Ossufo Momade, candidat du RENAMO. Malgré des accusations généralisées de fraude, lundi 14 octobre, le président sortant Filipe Nyusi annonce la victoire, avec une majorité de 70,67%, de Daniel Chapo et du parti du FRELIMO. Ce dernier est félicité par la délégation électorale de la South African Development Community (SADC), qui conclut que les élections avaient été démocratiques.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

Les tensions post-électorales ont révélé un véritable bras de fer entre le Gouvernement et la population. Alors que les forces armées ont violemment réprimé les manifestations, entraînant plus de 30 morts et une centaine de blessés, les citoyens se sont mobilisés sur les réseaux sociaux, notamment WhatsApp et Facebook, pour coordonner les protestations et dénoncer les résultats contestés. Des messages dénonçaient les pratiques de fraude électorale et l'autoritarisme du FRELIMO. Des hashtags comme #VenancioMondlane et #PovoNoPoder ont largement circulé, amplifiant les revendications de la société civile.

Des figures emblématiques, telles qu'Adriano Nuvunga, défenseur des droits civiques, et des organisations locales comme le Centre d'Intégrité Publique ont joué un rôle clé en exposant les irrégularités et en appelant à des réformes démocratiques. Les partis d'opposition, notamment le RENAMO, ont soutenu ces initiatives en dénonçant publiquement la légitimité du scrutin.

Cette situation souligne le décalage entre les positions des organes régionaux, comme la SADC, et les réalités perçues par les populations locales. La SADC, souvent accusée de biais en faveur des gouvernements en place, est critiquée pour son manque de prise en compte des aspirations démocratiques des citoyens. Cette attitude rappelle les controverses entourant la CEDEAO en Afrique de l'Ouest, également accusée de négliger les aspirations démocratiques des citoyens. En ignorant ces dynamiques sociales, ces institutions risquent de compromettre leur crédibilité et de contribuer à l'instabilité régionale.



Preliminary statement by his excellency Dr. Amani Abeid Karume, former President of Zanzibar and head of the SADC electoral mission to the elections in the republic of Mozambique

LES ENJEUX DE LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE EN AFRIQUE FACE AUX GÉANTS AMÉRICAINS DES DATACENTERS

#SOUVERAINETE-NUMÉRIQUE #CONFIDENTIALITÉ

À SAVOIR

Depuis le 21 octobre 2024, MDXi, une filiale de MainOne (NG), le leader ouest-africain de la connectivité et des datacenters, a changé de nom afin d'adopter celui de son nouvel acquéreur, le géant américain des datacenters, Equinix. Ce changement de dénomination officialise l'absorption de la filiale nigériane au sein de l'écosystème numérique et infrastructurel d'Equinix.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

En 2022, Equinix (US) et Digital Realty (US), les deux principaux acteurs américains du secteur des datacenters, se sont solidement implantés sur le marché africain en rachetant des leaders régionaux. En effet, Equinix a acquis MainOne (NG) pour 320 millions de dollars, tandis que Digital Realty est devenu l'actionnaire majoritaire (55%) de Teraco (ZA), le numéro un africain, à l'issue d'une transaction d'environ 1,7 milliard de dollars. Ces investissements stratégiques ne sont pas le fruit du hasard mais s'inscrivent dans une vision d'expansion à long terme. Equinix a d'ailleurs annoncé, en 2024, un projet d'investissement en Afrique à hauteur de 390 millions de dollars pour les cinq prochaines années.

L'attrait des géants américains pour les datacenters africains s'explique en grande partie par les prévisions de croissance significative du secteur. Le rapport « Data Centres in Africa Focus Report » de 2021, effectué par Oxford Business Group et l'Association des centres de données d'Afrique (ADCA), estimait à 3 milliards de livres sterling (environ 3,5 milliards d'euros) les revenus générés par le marché africain des datacenters à l'horizon 2025. Les prévisions pour 2028, davantage prometteuses, évaluent les revenus générés par le marché africain des datacenters à 4,92 milliards.

Toutefois, si cet attrait comporte des avantages de croissance économique et infrastructurelle du continent africain, la présence grandissante américaine sur le marché des datacenters suscite des préoccupations quant à l'accès et l'usage qui sera fait des données stockées dans ces datacenters. La majorité des États africains n'étant pas dotée de législations suffisamment robustes pour prévenir les risques d'usage détourné de ces données, cette américanisation des datacenters africains est une réelle menace pour la souveraineté numérique africaine.



Data Center Dynamics - 27/09/2024

Equinix drops MDXi brand for West Africa data center division

L'ETHIOPIE INTERDIT LA VENTE DE VÉHICULES THERMIQUES

#ETHIOPIE #VOITURE ELECTRIQUE #TRANSITION

À SAVOIR

Le 29 janvier 2024 l'Ethiopie a décidé d'interdire la vente de véhicules électriques. Le ministre Ethiope des Transports et de la Logistique, Alem Sim, a annoncé le 6 février 2024 que l'interdiction aurait un effet immédiat.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

Afin d'opérer cette transition l'Ethiopie doit relever de nombreux défis tel que le déploiement d'un réseau électrique sur l'ensemble du pays, un dispositif de bornes de recharges mais aussi stabiliser sa situation sécuritaire.

Les motivations de l'Ethiopie ne sont pas uniquement liées à la transition écologique. La principale raison qui pousse le pays à opérer ce changement résulte de la carence en devises dont souffre le pays et une dépréciation du birr (monnaie locale). D'une part, l'Ethiopie a été contrainte de déboursier 6 milliards d'euros en 2023 pour importer du carburant. D'autre part le birr est passé de 55 birr pour 1 dollar avant la libération à 112 pour 1 dollar aujourd'hui.

Enfin l'Ethiopie a la chance d'abriter le barrage de la renaissance (DERG) de conception italienne. Ce dernier aura, à son achèvement, une capacité de production de 6 448 MW grâce à ses 13 turbines. Soit près de 56 millions de MWh par an. D'un point de vue énergétique, l'Ethiopie pourra donc aisément relever le défi de la voiture électrique.

Il semble cependant risqué d'allouer une telle proportion d'énergie aux véhicules électriques alors que les besoins de l'industrie et des ménages vont rapidement croître durant les années à venir.

En ce qui concerne la vente de voitures électriques, les principaux acteurs sont d'origine chinoise. Il s'agit de Beiqi Foton qui possède une usine en Ethiopie et le Groupe Huajian qui a obtenu une licence d'importation de voitures électriques. Pour l'heure les entreprises chinoises n'exploitent pas de mines en Ethiopie, elles s'adonnent cependant à la conception d'une zone industrielle dans la banlieue d'Addis-Abeba. Celle-ci est destinée à accueillir exclusivement les entreprises chinoises.

La population éthiopienne ne semble pas satisfaite par cette décision. En effet les véhicules électriques sont pour l'heure excessivement chers pour un pays dans lequel le salaire minimum équivaut à 420 birr soit 3,16€ par mois. Par ailleurs les mécaniciens spécialisés ou capables d'entretenir les véhicules électriques ne sont pas légion ce qui rend difficile tout argumentaire favorable à la promotion de la réforme. Enfin il est pour l'heure excessivement difficile de charger son véhicule. Somme toute, cette décision semble très controversée.



Jeune Afrique - 10/01/2024

[Relations Chine-Afrique : Véhicule électrique en Afrique](#)

UN PROJET FERROVIAIRE AU SERVICE DU DÉSENCLAVEMENT : LA TANZANIE NOUVEAU HUB DE L'AFRIQUE DE L'EST

#INFLUENCE #COOPÉRATION #DÉSENCLAVEMENT #FÉRROVIAIRE

À SAVOIR

La Tanzanie s'impose comme un acteur clé en Afrique de l'Est grâce à un projet ferroviaire d'ampleur de plus de 2 500 kilomètres mené en partenariat avec la Chine et la Turquie. L'objectif est de relier ses ports, notamment celui de Dar es Salaam, aux pays enclavés de la région Rwanda, Ouganda, Zambie, à des zones stratégiques comme le lac Victoria, tout en modernisant des infrastructures vieillissantes. Ce projet positionnerait la Tanzanie comme un pilier central des échanges régionaux et internationaux. #influence #coopération #désenclavement

CE QU'IL FALLAIT VOIR

Cette connectivité accrue pourrait stimuler l'économie nationale, attirer des investisseurs étrangers et renforcer l'influence de la Tanzanie dans la région. Cependant, les enjeux sont multiples. En s'associant à des puissances comme la Chine et la Turquie, la Tanzanie s'expose à des risques de dépendance économique, notamment via les dettes contractées pour financer ces infrastructures (environ 5 milliards de dollars empruntés à la Chine). La Chine, en particulier, pourrait chercher à capitaliser sur cette relation pour accroître son influence géopolitique dans la région, notamment en accédant aux ressources naturelles de la Tanzanie (or, cobalt, nickel, diamant, bois...). De son côté, la Turquie voit ce projet comme une opportunité de s'imposer face aux puissances occidentales en Afrique. Pour la Tanzanie, le défi principal est de s'assurer que les bénéficiaires du projet profitent principalement à sa population et à son économie, en limitant l'impact des concessions faites à ses partenaires étrangers. Même si ces demandes ne sont pas encore connues, on peut naturellement s'attendre à des demandes similaires à celle du Chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti qui a engendré une dépendance de l'Éthiopie aux investisseurs chinois qui possèdent les dettes associées et contrôlent le chemin de fer. (politiques). Bien que le gouvernement et une partie de la population soutiennent ce projet en raison de ses perspectives de développement économique, il pourrait rencontrer des oppositions de la part d'ONG (Human Rights Watch, Amnesty international qui se sont déjà opposées par le passé à des méga-projets d'infrastructure en Afrique pour différentes raisons: parmi les principales préoccupations, l'impact environnemental, les déplacements forcés de communautés locales et le risque d'un endettement excessif. Le manque de transparence du gouvernement dans les négociations alimente également les préoccupations. Les autorités doivent donc concilier ambitions économiques et préoccupations sociales et écologiques.



Les clés du Moyen Orient - 08/11/2024

La Turquie, nouvelle puissance régionale en Afrique (1/3). « Des solutions africaines pour des problèmes africains »

LA FAMILLE SEFRIOUI AU COEUR DES AMBITIONS PHARMACEUTIQUES MAROCAINES

#INDUSTRIEPHARMACEUTIQUE #CONCENTRATIONÉCONOMIQUE #INDUSTRIE #SOVERAINETÉ

À SAVOIR

Le 7 novembre 2024, le Conseil de la Concurrence du Royaume du Maroc a autorisé la prise du contrôle exclusif par la société « Pharma Capital SA » des sociétés suivantes : « Afric-Phar SA », « Pharmis SA » et « PartnerLab SA ».

Afric-Phar et Pharmis sont spécialisées dans la production et la vente de produits pharmaceutiques. Partner Lab est spécialisée dans la recherche et développement pharmaceutique.

Pharma Capital est une société d'investissement détenue par Anas Sefrioui, propriétaire du groupe immobilier Addoha et les cimenteries Cimat et Cimaf.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

Pharma Capital, sous la direction de Malik Sefrioui, fils d'Anas Sefrioui, a investi près de 2 milliards de dirhams (environ 190 millions d'euros) dans l'acquisition de plusieurs entreprises pharmaceutiques. Cette transaction représente la plus importante acquisition réalisée à ce jour dans le secteur pharmaceutique au Maroc et plus largement en Afrique.

Parmi les entreprises acquises, Afric-Phar détient 3 % des parts de marché pharmaceutique marocain, emploie 400 collaborateurs et génère un chiffre d'affaires annuel d'environ 75 millions d'euros. Malik Sefrioui ambitionne de renforcer la position de son groupe sur le continent africain en élargissant l'accès aux produits pharmaceutiques, notamment - selon des ouï dire - par le biais de la création d'une nouvelle unité de production.

Le Maroc, second producteur de médicaments en Afrique, - derrière l'Afrique du Sud -, constitue une porte d'entrée stratégique pour les acteurs internationaux du secteur pharmaceutique. Signal fort de l'attractivité du Maroc dans le domaine pharmaceutique en Afrique, le quatrième plus grand producteur mondial de médicaments génériques, l'entreprise indienne Sun Pharm a racheté, en août 2024, la filiale marocaine de l'égyptien Chemipharm. Fort de sa position géographique et de la présence de nombreux leaders globaux, le pays s'affirme comme un hub clé pour le développement de l'industrie pharmaceutique sur le continent. En 2023, l'Afrique et le Moyen-Orient représentent 362 milliards de doses soit un plus grand marché que la Chine ou l'Amérique du Nord.

Ces investissements stratégiques et l'ambition de Malik Sefrioui de renforcer la position de Pharma Capital en Afrique traduisent une volonté de faire du Maroc un véritable hub pharmaceutique du continent.



InfoMédiaire - 09/2024

[Anas Sefrioui en passe d'acquérir les laboratoires Afric-Phar](#)

EMBUSCADE À TINZAWATÈNE : UNE OPÉRATION UKRAINIENNE AU CŒUR DES TENSIONS DIPLOMATIQUES AU SAHEL DÉPLACÉ EN AFRIQUE

#INFLUENCE #UKRAINE #STRATEGIE DE PUISSANCE #

À SAVOIR

Le 29 juillet 2024 Andriy Yusov, porte-parole du service de renseignement militaire ukrainien (GUR), déclarait à la télévision locale ukrainienne que les rebelles du CSP-DPA avaient "reçu des informations nécessaires qui leur ont permis de mener une opération militaire réussie contre les criminels de guerre russes". Après l'embuscade de Tinzawatène ayant coûté la vie à plus de 40 soldats maliens. Les membres de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) Mali, Niger, Burkina Faso, ont réagi devant l'ONU dénonçant l'action ukrainienne.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

Alors que les États membres de l'AES ont su nouer de nouvelles alliances militaires avec la Russie. Les récentes ruptures diplomatiques du Mali et du Niger avec le gouvernement ukrainien confirment la réorientation stratégique qui se mène au Sahel depuis maintenant 4 ans.



Avec le départ des troupes françaises et américaines du Niger, ainsi que le retrait des troupes françaises du Mali, Tchad et Burkina Faso, les pays de l'AES tentent de jouer leur propre partition et commencent à communiquer sur l'intérêt d'établir des stratégies de puissance pour les pays africains, qui sont selon eux trop peu défendus par la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest)

ou l'APA (Alliance Politique Africaine)

Les actions ukrainiennes au Sahel, ainsi qu'au Soudan, et la communication qui a suivi pourraient être un calcul hasardeux offrant aux détracteurs des politiques occidentales un nouvel argument anti occident, renforçant de ce fait leur nouvelle vision diplomatique tournée vers l'Est. Aujourd'hui, la Russie est engagée dans 33 missions diplomatiques et militaires en Afrique et cette implantation tend à se renforcer pour chaque tentative de déstabilisation politique qui ne sera pas clairement dénoncée par les pays occidentaux.

Libération - 07/08/2024

Le Mali et le Niger rompent leurs relations avec l'Ukraine

Courrier international - 21/08/2024

Soutien de l'Ukraine aux rebelles touaregs : les trois États du Sahel saisissent l'ONU



L'ÉGYPTE DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE : UNE STRATÉGIE D'ENCERCLEMENT FACE À L'ÉTHIOPIE

#LUTTE D'INFLUENCE #RAPPORT DE FORCE
#STRATEGIE DE PUISSANCE

À SAVOIR

Le 14 août 2024, l'Égypte et la Somalie ont signé un pacte de défense et un protocole de coopération militaire, renforçant ainsi leurs liens bilatéraux et affichant leur volonté commune de favoriser la stabilité régionale. En effet, pour la Somalie, ce rapprochement avec l'Égypte vise à renforcer sa sécurité intérieure face aux menaces terroristes, notamment Al-Shabaab. En s'alliant à l'Égypte, Mogadiscio espère obtenir un soutien militaire et diplomatique pour protéger son intégrité territoriale tout en stabilisant son territoire.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

Officiellement destiné à lutter contre le terrorisme et à stabiliser la Somalie, ce partenariat reflète à la fois une stratégie géopolitique de la Somalie et de l'Égypte : contrer l'influence croissante de l'Éthiopie, perçue comme une menace en raison de son alliance avec le Somaliland, territoire revendiquant son indépendance, d'une part, et de la gestion des eaux du Nil d'autre part; l'Égypte craignant que l'Éthiopie, ne prenne de plus en plus de contrôle sur le cours du Nil.



En effet, depuis 2011, les tentatives égyptiennes pour limiter l'impact du Grand Barrage de la Renaissance (GERD), construit par l'Éthiopie, ont échoué. Ce barrage, essentiel pour répondre aux besoins énergétiques d'Addis-Abeba, est vu comme une menace existentielle par Le Caire, dépendant à 90 % des eaux du Nil. Les négociations bilatérales récentes, tenues les 18 et 19 décembre 2023 à Addis-Abeba, n'ayant pas porté leurs fruits, et face à un Soudan, allié historique du Caire, fragilisé par une guerre civile, l'Égypte a renforcé ses alliances stratégiques dans la région.

Ainsi, le rapprochement égyptien avec la Somalie, symbolisé par l'envoi prévu de 10 000 soldats en 2025 dans le cadre de la mission AUSSOM (mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie), s'inscrit dans une logique d'encerclement d'Addis-Abeba.

Par ailleurs, l'Égypte renforce sa coopération avec l'Érythrée pour sécuriser le détroit stratégique de Bab el-Mandeb et maintenir une pression sur l'Éthiopie, qui n'a plus accès à la mer depuis l'indépendance érythréenne en 1993. A cet effet, les chefs d'Etats égyptiens et somaliens ont rencontré en octobre 2024, leur homologue érythréen Isaias Afwerki.

En soutenant militairement Mogadiscio, Le Caire espère non seulement contrer l'influence éthiopienne, mais aussi gagner un levier géopolitique majeur dans la Corne de l'Afrique. Cette stratégie égyptienne reflète des ambitions régionales visant à sécuriser ses ressources hydriques et à renforcer sa position sur les voies maritimes stratégiques.



DefenseWeb.co.za - 07/08/2024

Egypt-Ethiopia hostilities are playing out in the Horn – the risk of new proxy wars is high

LE PARI GAGNANT DE LA STRATÉGIE MAROCAINE

#LUTTE D'INFLUENCE #STRATEGIE DE PUISSANCE

À SAVOIR

Le Président Emmanuel Macron était en visite officielle au Maroc du 28 au 30 octobre. À cette occasion, le Président français a décidé d'officialiser la reconnaissance de la souveraineté de l'État marocain du Sahara occidental devant le Parlement marocain.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

La stratégie marocaine a pour objectif de convaincre les acteurs internationaux de la contingence du référendum stipulé par l'ONU pour régler la situation et que le Maroc a parfaitement le contrôle sur la situation. Pour ce faire, le Maroc s'est livré à une véritable campagne d'influence envers les autres acteurs diplomatiques. La clé ayant précipité ce changement de politique française fut l'accord trouvé entre le Maroc et les États-Unis qui ont accepté de reconnaître la souveraineté du Maroc sur le territoire (2020). Le Maroc a donc dans la foulée ouvert la porte à la normalisation avec Israël (accords d'Abraham, 2020), malgré une population majoritairement défavorable.

Le Maroc a ainsi pu obtenir de l'État israélien du matériel de sécurité à la pointe de la technologie. Cela a donné les moyens au Maroc d'assurer un contrôle encore plus accru sur le Sahara Occidental. En couplant cet équilibre trouvé dans la région avec une politique de développement économique, démographique, et d'importants investissements en place depuis des années, le Maroc, à travers cette stratégie, a réussi à imposer à ses voisins et aux autres acteurs régionaux de trancher sur la question. De cette manière, la France, au vu de ses relations avec l'Algérie, qui semblent n'offrir aucune perspective d'évolutions, a finalement décidé de reconnaître la souveraineté du Maroc sur la région, marquant un tournant dans son histoire avec son concurrent algérien.

Middle East Institute - 08/08/2024

[French embrace of Moroccan autonomy plan underscores broader shift on Western Sahara dispute](#)

Middle East Research and Information Project: Critical Coverage of the Middle East Since 1971 - 09/2024

[Morocco's Kingdom of Police](#)

